

**ARRETE ACCORDANT UN PERMIS DE CONSTRUIRE
COMPRENANT OU NON DES DEMOLITIONS AVEC
PRESCRIPTIONS**

DELIVRE PAR LE MAIRE AU NOM DE LA COMMUNE

DESCRIPTION DE LA DEMANDE D'AUTORISATION		DOSSIER NUMERO :
Déposée le : 21/05/2021 Affichée le : 22/05/2021	Complétée le : 25/06/2021	N° PC3706021A0010 SURFACE DE PLANCHER: 528M ² SURFACE TAXABLE: 528 M ² STATIONNEMENT: 55 NOMBRE DE LOGEMENTS CREES : 0 DESTINATION : SERVICE PUBLIC OU D'INTERET COLLECTIF
Par :	ELYSIO INVEST, représenté par Monsieur BOISSINOT Frédéric et OGF représenté par Monsieur RICHARD William	
Demeurant respectivement à :	2, rue du Cap Horn 44800 SAINT-HERBLAIN et 31, rue de Cambrai 75019 PARIS	
Pour :	Construction d'un crématorium et d'un abri à vélos	
Sur un terrain sis :	rue du Château d'eau ZA de la Boitardière 37530 CHARGE	

LE MAIRE DE CHARGE,

VU la demande de Permis de Construire présentée le 21/05/2021 par **ELYSIO INVEST, représenté par Monsieur BOISSINOT Frédéric et OGF représenté par Monsieur RICHARD William** demeurant respectivement 2, rue du Cap Horn à SAINT HERBLAIN (44800) et 31, rue de Cambrai, à PARIS (75019) et enregistrée par la mairie de CHARGE sous le numéro **PC3706021A0010**, accompagnée du dossier spécifique permettant de vérifier la conformité des établissements recevant du public aux règles d'accessibilité et de sécurité contre l'incendie et la panique au titre de l'article L111-8 du Code de la Construction et de l'Habitation (AT3706021A0003),

VU l'objet de la demande :

- pour la construction d'un crématorium et d'un abri à vélos,
- sur un terrain situé rue du Château d'eau - ZA de la Boitardière, à CHARGE (37530),
- pour une Surface de Plancher créée de 528 m².

VU le code de l'urbanisme,

VU le Plan Local d'Urbanisme Intercommunal de la Communauté de Communes du Val d'Amboise approuvé par délibération du Conseil Communautaire du Val d'Amboise en date du 13/02/2020,

VU les pièces complémentaires fournies par le demandeur en date du 25/06/2021.

Considérant que le projet porte sur un établissement recevant du public,

VU l'avis de la Sous-Commission sécurité ERP/IGH du Service Départemental d'Incendie et de Secours – Service Prévention Prévision – en date du 19/07/2021,

VU l'avis de la CCDSA relatif à l'accessibilité aux personnes handicapées en date du 01/07/2021,

VU l'avis de VEOLIA en date du 30/07/2021 (voir copie de l'avis joint en annexe),

VU l'avis de la Direction Générale de l'Aviation Civile en date du 11/06/2021 (voir copie de l'avis joint en annexe),

VU l'avis de ENEDIS en date du 10/06/2021 (voir copie de l'avis joint en annexe),

VU l'avis de la Communauté de Communes du Val d'Amboise – Service Assainissement – en date du 02/06/2021 (voir copie de l'avis joint en annexe),

VU l'avis de la Communauté de Communes du Val d'Amboise – Service Economique – en date du 03/06/2021 (voir copie de l'avis joint en annexe),

VU l'avis de la Communauté de Communes du Val d'Amboise – Service Voirie – en date du 08/06/2021 (voir copie de l'avis joint en annexe),

VU l'avis du Syndicat Mixte de Collecte et de Traitement des Ordures Ménagères (SMICTOM) d'Amboise en date du 15/06/2021 (voir copie de l'avis joint en annexe).

ARRÊTE

ARTICLE UN : Le présent arrêté de permis de construire **vaut autorisation de travaux** au titre de l'article L111-8 du Code de la Construction et de l'Habitation sous réserve du respect des prescriptions suivantes :

- Les prescriptions émises par la CCDSA relatif à l'accessibilité aux personnes handicapées dans son avis en date du 01/07/2021 (dont vous trouverez copie ci-jointe) devront être respectées.
- Les prescriptions émises par le Service Départemental d'Incendie et de Secours d'Indre-et-Loire – Service Prévention Prévision dans son avis en date du 19/07/2021 (dont vous trouverez copie ci-jointe) devront être respectées.

ARTICLE DEUX : Le permis de construire est accordé pour le projet décrit dans la demande susvisée assorti des prescriptions ci-après indiquées:

- Conformément aux dispositions réglementaires liées au stationnement – 6.2.3. Stationnement de vélos – du règlement du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal:
 - L'espace réservé au stationnement des vélos devra être dimensionné pour accueillir un nombre de place de vélo correspondant à 10% de l'effectif de la clientèle et des salariés accueillis simultanément dans le bâtiment.
- Conformément aux dispositions 1AUF 10.2.1- Volumétrie et implantation des constructions – Implantation par rapport aux voies et emprises publiques – du règlement du Plan Local d'Urbanisme intercommunal:
 - Le bâtiment n'étant pas implanté à l'alignement de la voie, alors, l'espace laissé libre devra bénéficier d'un traitement qualitatif en termes de traitement paysager: parvis, espace végétalisé composé de plusieurs arbres et arbustes d'essence indigènes. Les revêtements de sol devront dans ce cas être de teinte claire ou d'une teinte en accord avec les revêtements utilisés dans le traitement des espaces publics de la zone d'activité. La réalisation de parvis doit être accompagnée de plantations participant à la composition d'ensemble.
- Conformément aux dispositions 1AUF 10.2.2- Qualité urbaine, architecturale, environnementale et paysagère – Entrée des lots et clôtures – du règlement du Plan Local d'Urbanisme intercommunal:
 - Le mur maçonné marquant l'accès à la parcelle intégrera les coffrets de branchement, boîte aux lettres, boîtier de digicode, interphone et le numéro d'entrée et la raison sociale de l'entreprise selon la charte graphique définie pour la zone.
 - Les clôtures devront obligatoirement être constituées d'une haie bocagère composée d'essences locales variées.
 - La haie devra être plantée au premier plan coté voirie afin de masquer le grillage coté espace public.

ARTICLE TROIS: L'avis émis par la Direction Générale de l'Aviation Civile – Département SNIA Ouest – sera respecté.

ARTICLE QUATRE: L'avis émis par ENEDIS sera respecté, à savoir que: La puissance de raccordement pour laquelle ce dossier a été instruit est de 96 KVA triphasé.

ARTICLE CINQ: L'avis émis par le Syndicat Mixte de Collecte et de Traitement des Ordures Ménagères (SMICTOM) sera respecté.

ARTICLE SIX: Les remarques émises par le Service Voirie de la Communauté de Communes du Val d'Amboise dans son avis devront être prises en compte.

ARTICLE SEPT: Les observations émises par la Communauté de Communes du Val d'Amboise – Service Assainissement – dans son avis devront être prises en compte.

- Avant toute réalisation et aménagement par le titulaire du présent permis, ce dernier devra prendre contact avec les services techniques de la Communauté de Communes du Val d'Amboise afin d'arrêter les modalités du chantier (assainissement eaux usées etc).

Fait à CHARGE, le 13/09/2021

Le Maire
Monsieur Pascal DUPRE,



La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L.2131-2 du code général des collectivités territoriales.

NOTA BENE: Pour information:
-Le projet est soumis aux taxes d'urbanisme.

Le présent acte administratif (et les documents qui lui sont annexés) a été transmis
à Madame la Préfète d'Indre-et-Loire le 16/09/2021
Il est donc exécutoire dès sa notification et sa transmission au représentant de l'Etat

Le (ou les) demandeur peut contester la légalité de la décision dans les deux mois qui suivent la date de réception. A cet effet il peut saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux. Il peut être saisi par l'application informatique « télérecours citoyens » accessible par le site internet <http://www.telerecours.fr>.

Durée de validité du permis/de la déclaration préalable:

Conformément aux dispositions de l'article R.424-17 du Code de l'Urbanisme, l'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de trois ans à compter de sa notification au(x) bénéficiaire(s). Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. En cas de recours le délai de validité du permis/de la déclaration préalable est suspendu jusqu'au prononcé d'une décision juridictionnelle irrévocable.

Le (ou les) bénéficiaire du permis/de la déclaration préalable peut commencer les travaux après avoir :

- adressé au maire, en trois exemplaires, une déclaration d'ouverture de chantier (le modèle de déclaration CERFA n° 13407 est disponible à la mairie ou le site internet www.service-public.fr) (uniquement pour le permis).

- installé sur le terrain, pendant toute la durée du chantier, un panneau visible de la voie publique décrivant le projet. Le modèle de panneau, conforme aux prescriptions des articles A. 424-15 à A. 424-19, est disponible à la mairie, sur le site www.service-public.fr, ainsi que dans la plupart des magasins de matériaux).

Attention : l'autorisation n'est définitive qu'en l'absence de recours ou de retrait :

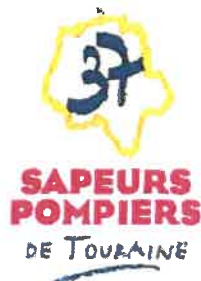
- **dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain**, sa légalité peut être contestée par un tiers. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu d'en informer le (ou les) bénéficiaires du permis au plus tard quinze jours après le dépôt du recours.

- **dans le délai de 3 mois après la date du permis**, l'autorité compétente peut le retirer, si elle l'estime illégal. Elle est tenue d'en informer préalablement le (ou les) bénéficiaire du permis et de lui permettre de répondre à ses observations.

L'autorisation est délivrée sous réserve du droit des tiers : elle a pour objet de vérifier la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Elle n'a pas pour objet de vérifier que le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si l'autorisation respecte les règles d'urbanisme.

Les obligations du (ou des) bénéficiaire de l'autorisation :

Il doit souscrire l'assurance dommages-ouvrages prévue par l'article L.242-1 du code des assurances relative à la responsabilité dans le domaine de la construction.


VAL D'AMBOISE Pondettes, le 19 juillet 2021

27 JUIL. 2021
Service Urbanisme
BORDEREAU D'ENVOI

A l'attention de

 POLE PREVENTION ET ORGANISATION DES SECOURS
 GROUPEMENT PREVENTION ET PREVISION DES RISQUES
 Service Prévention Prévision

 Communauté de Communes du VAL D'AMBOISE
 9 bis rue d'Amboise
 37530 NAZELLES-NEGRON

 Affaire suivie par : POIRIER Isabelle
 ☎ 02.47.49.69.46 📠 02.47.49.69.49
 secretariat.prevention@sdis37.fr

IP/PPOS/GPPR/PVE/D-2021-003735

REÇU LE :
27 JUIL. 2021
VAL D'AMBOISE N° :

Nombre de pièces	DESIGNATION
1	<p><u>OBJET : Avis de la sous-commission sécurité E.R.P./I.G.H - SCE2128 en date du 22/07/2021 concernant :</u></p> <p>SALLE DE CEREMONIE - CREMATORIUM DU VAL D'AMBOISE - AT 037 060 21 A0003 - avis Favorable RUE DU CHATEAU D EAU ZA BOITARDIERE 37530 CHARGE E-060-00042-000</p>

 Pour le Directeur Départemental,
 et par délégation,
 le Chef du Groupement Prévention et Prévision des Risques,

Commandant Eric FOUSSARD

- ☒ Pour attribution
☐ Pour suite à donner
☐ Pour information
☐ Pour validation
☐ Autre :



**PRÉFÈTE
D'INDRE-
ET-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

SDIS/Service Prévention

IP/FV/JMS/PVE/D-2021-002620

SC7

Affaire suivie par :

Adjudant-chef GILLET Vincent

**Cabinet de la préfète
SOUS-COMMISSION DEPARTEMENTALE
DE SECURITE E.R.P./I.G.H.**

VAL D'AMBOISE

27 JUL. 2021

Service Urbanisme

Tours, le 22/07/2021

**PROCÈS-VERBAL DE RÉUNION
DE LA SOUS-COMMISSION**

**Numéro d'ordre : SCE212816
Numéro E.R.P. : E-060-00042-000**

1 OBJET : ÉTUDE SUR DOSSIER D'UN ÉTABLISSEMENT RECEVANT DU PUBLIC

(Articles L111-8, R123-22 et R111-19-16 et suivants du code de la construction et de l'habitation)

1.1 Établissement :

SALLE DE CEREMONIE - CREMATORIUM DU VAL D'AMBOISE
RUE DU CHATEAU D EAU
ZA BOITARDIERE CHARGE

1.2 Référence :

Dossier AT 037 060 21 A0003 reçu le 02/06/2021

Transmis par : Communauté de Communes du VAL D'AMBOISE

1.3 Description sommaire des travaux envisagés :

Le dossier prévoit la construction d'un crématorium avec une salle de cérémonie. Ce bâtiment à simple rez-de-chaussée, de forme rectangulaire, est isolé des tiers par la distance. Il sera accessible par une voie engins sur une façade depuis la rue du Château d'Eau.

L'établissement sera constitué d'un hall/accueil avec salle d'attente, d'un bureau/direction, d'un salon des retrouvailles, d'une salle de recueillement avec alcove, d'un local remise des urnes et d'un bloc sanitaires accessible au public. Le reste du bâtiment, régi par le code du travail, sera constitué d'une salle d'intro de 31 m², d'une salle des fours et de filtration de 68 m², d'un local urnes, d'un local rangement, d'un local stockage réactifs, d'un bureau, d'une salle détente, d'un local onduleur et d'un local poubelles.

La défense incendie est assurée au moyen d'un hydrant situé à 30 m de l'établissement ne présentant aucun débit sous 1 bar de pression (relevé du PI n° 37060-00028 en date du 01/01/1970).

Secrétariat : S.D.I.S.

La Haute Limougière - Route de Saint-Roch

37230 FONDETTES

Téléphone : 02 47 49 69 46

Télécopie : 02 47 49 69 49

2 RÉGLEMENTATION APPLICABLE

Ce projet est soumis aux dispositions du code de la construction et de l'habitation, articles R 123-1 à R 123-55 ainsi qu'au règlement de sécurité afférent approuvé par l'arrêté du 25 juin 1980 modifié.

2.1 Classement à venir après réception des travaux

Type : L

Catégorie : 4^{ème} Effectif : 248 personnes

- 246 personnes au titre du public (1 pers./m²) ;
- 2 personnes au titre du personnel.

2.2 Historique des demandes de dérogations au règlement de sécurité :

Cet établissement ne fait pas l'objet de dérogation au règlement de sécurité.

3 PERSONNES PRÉSENTES

3.1 Membres avec voix délibérative :

- | | |
|------------------------------------|--|
| - Président : Colonel PATUREL Ivan | - Gendarmerie : / |
| - B.D.N.P.C. : Mme BARBE Mariane | - S.D.I.S. : Ltn ACIER Didier |
| - D.D.T. : Mme MICHEL Stéphanie | - Municipalité : avis écrit motivé en date du 08/07/2021 |

4 AVIS DE LA SOUS-COMMISSION

Dossier étudié par : Adjudant-chef GILLET Vincent

Entendu le rapporteur du dossier, Ltn ACIER D., la sous-commission émet un avis :

FAVORABLE

4.1 Dispositions administratives obligatoires pour le suivi du dossier :

- 1°)- Faire procéder pendant les travaux, par un organisme agréé aux contrôles techniques prévus par les articles R 123-43 du code de la construction et de l'habitation et GE 7 du règlement de sécurité.
- 2°)- Transmettre 5 semaines au moins avant l'admission du public une demande d'autorisation d'ouverture au maire de la commune de CHARGE ainsi qu'au secrétariat de la commission de sécurité, afin qu'une visite de réception soit organisée (article R 123-45 du code de la construction et de l'habitation).

Pour être prise en compte, cette demande devra être accompagnée des documents suivants :

- arrêté municipal d'autorisation de travaux,
- attestation du maître d'ouvrage concernant la solidité le cas échéant,
- attestation et conclusions du bureau de contrôle concernant la solidité lorsque cette mission est obligatoire.

- 3°)- Transmettre une semaine au moins avant la date de la visite de réception des travaux au secrétariat de la commission de sécurité les rapports relatifs à la sécurité des personnes contre les risques d'incendie et de panique établis par un organisme agréé (article 48 du décret n° 95-260 modifié).

4.2 Conformément à l'article 40 du décret n° 95-260 modifié, la sous-commission propose la réalisation des prescriptions techniques suivantes :

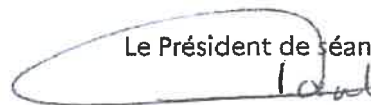
- 1°)- Dans le cas où les travaux seraient réalisés en présence du public, respecter les dispositions de l'article GN 13 notamment en ce qui concerne l'accessibilité des engins de secours sur le site, la qualification du personnel chargé de l'exécution des travaux, l'isolement du lieu de travail, le libre accès aux dégagements, la manœuvre facile des sorties de secours, le maintien des installations concourant à la sécurité... Interdire tous les travaux dangereux en présence du public.
- 2°)- Annexer au registre de sécurité les dispositions pour assurer l'évacuation immédiate ou différée des personnes en situation de handicap (articles GN8 du règlement de sécurité et R 123-48 et R 123-51 du code de la construction et de l'habitation).
- 3°)- Transmettre au service Prévision du SDIS37 (N° Fax : 02.47.49.69.49 ou prevision@sdis37.fr) avec copie au maire de la commune, l'attestation de réception de(s) l'hydrant(s) privé(s) comportant notamment le relevé du débit sous une pression minimale de 1 bar afin qu'il(s) soi(en)t répertorié(s) au titre des ressources en eau utilisables par les engins de secours (article MS 6).

5 AUTRE RECOMMANDATION

- 1°)- Installer un défibrillateur automatisé externe. Celui-ci devra être implanté dans un emplacement visible du public et en permanence facile d'accès (articles R 123-57 à R 123-60 du code de la construction et de l'habitation).

NOTA : Le dossier est conservé au secrétariat de la commission de sécurité.

Le Président de séance,



Colonel Ivan PATUREL

Affaire suivie par :
Th. GAUTEUL
Service Habitat Construction
Unité Construction Accessibilité
Assistant accessibilité
Tél. : 02.47.70.80.03
Courriel : ddt-accessibilite@indre-et-loire.gouv.fr

Sous-commission d'accessibilité dématérialisée

Réunion du jeudi 1^{er} juillet 2021

AVIS DE LA CCDSA RELATIF A L'ACCESSIBILITÉ

AUX PERSONNES HANDICAPÉES

Procès verbal

Textes de référence

Code de la construction et de l'habitation, notamment les articles L. 111-7 à L. 111-8-4 et les articles R. 111-18 à R. 111-19-60 ;

Arrêté du 8 décembre 2014 modifié fixant les dispositions prises pour l'application des articles R. 111-19-7 à R. 111-19-11 du code de la construction et de l'habitation et de l'article 14 du décret n° 2006-555 relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public situés dans un cadre bâti existant et des installations existantes ouvertes au public ;

Arrêté du 15 décembre 2014 fixant les modèles des formulaires des demandes d'autorisation et d'approbation prévues aux articles L. 111-7-5, L. 111-8 et L. 122-1 du code de la construction et de l'habitation ;

Arrêté du 27 avril 2015 relatif aux conditions d'octroi d'une ou deux périodes supplémentaires et à la demande de prorogation des délais de dépôt et d'exécution pour les agendas d'accessibilité programmée pour la mise en accessibilité des établissements recevant du public ;

Arrêté du 1 août 2006 (dépôt pour instruction avant le 01 juillet 2017) fixant les dispositions prises pour l'application des articles R. 111-19 à R. 111-19-3 et R. 111-19-6 du code de la construction et de l'habitation relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public et des installations ouvertes au public lors de leur construction ou de leur création ;

Arrêté du 20 avril 2017 (dépôt pour instruction après le 30 juin 2017) relatif à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public lors de leur construction et des installations ouvertes au public lors de leur aménagement ;

DOSSIER N° AT 037 060 21 A 0003

N° urbanisme : PC 037 060 21 A 0010

Commune : CHARGÉ *Instruit par la CCVA*

Demandeur : SARL ELYSIO INVEST

Adresse du demandeur :

Nom établissement : Crématorium du Val d'Amboise

Adresse des travaux : rue du Château d'Eau 37530 CHARGE

Type : L Salles à usage d'audition, de conférence, de réunion, de spectacles ou à usages multiples / Catégorie ERP : 4

Nature des travaux : Construction d'un crématorium.

Demande de dérogation : non

Membres permanents de la commission consultés sous forme dématérialisée le 01/07/2021 :

Voir compte-rendu de réunion ci-joint.

Le représentant de la commune : M ; P. DUPRÉ, Maire (courrier du 26/06/21)

PRESCRIPTIONS :

Place pour véhicule électrique

Pour l'égalité des usagers, une place pour les véhicules électriques devra être dimensionnée comme une place adaptée (5,00 m x 3,30 m). Cette place n'étant pas réservée aux personnes handicapées, il n'est pas nécessaire d'avoir une signalétique « handicap ».

Il faudra également veiller à ce que la hauteur des commandes de la borne électrique soit comprise entre 0,90 m et 1,30 m et qu'un espace d'usage au pied de cette borne soit respecté.

Cheminements extérieurs

Concernant le cheminement sur le site cinéraire (jardin du souvenir) :

le sol ou le revêtement de sol du cheminement accessible sera non meuble, non glissant, non réfléchissant et sans obstacle à la roue d'un fauteuil roulant. Le revêtement du cheminement accessible doit présenter un contraste visuel et tactile par rapport à son environnement.

La largeur minimale du cheminement accessible sera de 1,40 m libre de tout obstacle afin de faciliter les croisements.

Si un rétrécissement ponctuel ne peut être évité, la largeur minimale du cheminement peut, sur une faible longueur, être comprise entre 1,20 m et 1,40 m de manière à conserver une possibilité de croisement entre un piéton et une personne en fauteuil roulant.

AVIS DE LA COMMISSION

La commission émet un **avis favorable** au projet.

Cet avis est assorti des prescriptions énumérées ci-dessus.

A TOURS, le jeudi 1^{er} juillet 2021

Pour la Préfète

Le président de la commission

SIGNÉ

Eric MARSOLIER

Rappels réglementaires :

À l'issue des travaux, conformément aux dispositions des articles L.111 7 4 et R.111 19 27 du code de la construction et de l'habitation, transmettre au maire, l'attestation établie par le contrôleur technique ou un architecte, autre que celui qui a signé la demande de permis de construire, qui constate que les travaux respectent les règles d'accessibilité applicables (cf. arrêté du 20/04/2017 pour PC déposé après le 01/07/2017).

Un exemplaire supplémentaire de cette attestation inspirée de l'annexe n° 3 de l'arrêté du 3 décembre 2007 sera transmis à la direction départementale des territoires d'Indre-et-Loire.

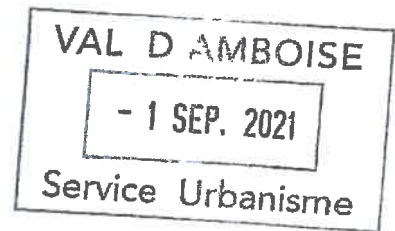
La procédure est dématérialisée en suivant ce lien :

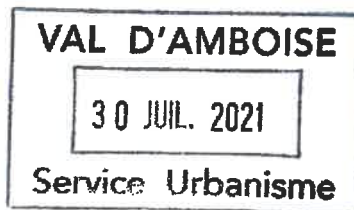
<http://www.indre-et-loire.gouv.fr/Politiques-publiques/Amenagement-du-territoire-construction-logement/Accessibilite/Accessibilite-dematerialisee-Teledeclarer-le-niveau-d-accessibilite-de-son-ERP>

Conformément à l'arrêté du 19 avril 2017, un registre public d'accessibilité doit être créé dans tout ERP afin d'informer le public du degré d'accessibilité de l'ERP et de ses prestations.

Il doit être consultable sur place.

La liste des pièces constitutives de ce registre est disponible à l'adresse suivante : <http://www.indre-et-loire.gouv.fr/Politiques-publiques/Amenagement-du-territoire-construction-logement/Accessibilite/Accessibilite-obligation-de-creeer-un-registre-d-accessibilite-pour-tous-les-ERP>





Le 30 juillet 2021

Agence Nord Touraine
ZI La Boitardière
Chemin des Lombardières
Point 80
37400 AMBOISE

Affaire suivie par S PHAN

VIRéf : dossier n° PC 037 060 20 A0010

Mairie de CHARGE

Service Urbanisme

A l'attention de Madame FAGOT

2 bis rue du Général De Gaulle

37530 CHARGE

Madame,

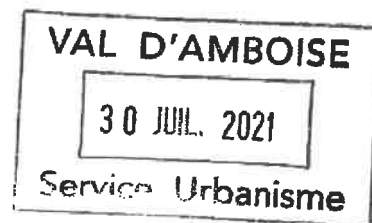
Pour faire suite à votre courrier, j'ai l'honneur de vous adresser mes observations concernant l'affaire citée en références.

Vous souhaitant bonne réception de la présente, veuillez agréer, Madame, à l'assurance de mes sentiments distingués et dévoués.

Le Responsable local

Sébastien PHAN

Le 30 juillet 2021



Dossier N°	PC 037 060 21 A0010
Demande du	21/05/2021
Demandeur	SARL ELYSIO INVEST - Mr Boissinot Frédéric 2 rue du Cap Horn 44800 SAINT HERBLAIN
Adresse du terrain	Rue du château d'eau 37530 CHARGE

OBSERVATIONS

AEP:

- Canalisation existante:

Rue du château d'eau

Diamètre 160 PVC

-A titre indicatif, le poteau d'incendie existant le plus proche, DN 150mm, positionné rue du château d'eau est situé à 50m du projet, portant le n° 146, débite 80m3 /h sous 1 bar, suite au contrôle d'avril 2020. La pression statique est de 3,4 bars.



**MINISTÈRE
CHARGÉ
DES TRANSPORTS**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

VAL D'AMBOISE

14 JUIN 2021

Service Urbanisme



**direction
générale
de l'Aviation
civile**

Service national d'Ingénierie aéroportuaire
« Construire ensemble, durablement »

Bouguenais, le **11 JUIN 2021**

Département SNIA-Ouest
Unité gestion administrative et domaniale

Nos réf. : N° 2021/1544
Vos réf. : Votre courriel du 01/06/2021
Affaire suivie par : Thierry BAILLOUX
snia-ouest-ads-bf@aviation-civile.gouv.fr
Tél. : 02 28 09 27 10

**Communauté de Communes du Val
d'Amboise**
19, rue de l'Île d'Or
Pôle Bertrand Schwartz
37400 AMBOISE

Objet : PC3706021A0010 – SARL ELYSIO

Par courriel cité en référence, vous nous adressez pour avis, une demande de permis de construire ci dessus référencée, pour la construction d'un crématorium, d'une hauteur de 6,26 mètres, sur un terrain sis La Boitardière sur la commune de Chargé (37530).

Je vous informe que le terrain du projet est couvert par les servitudes radioélectriques contre les obstacles et les servitudes radioélectriques contre les perturbations électromagnétiques du centre d'Amboise-Souigny-de-Touraine.

La hauteur hors sol des obstacles de toute nature à ne pas dépasser sur ce terrain est de 18 mètres. La plantation d'arbres de hautes tiges dont le développement à long terme serait susceptible de percer les servitudes n'est pas permise.

Pour la construction, une grue mobile télescopique sera autorisée.

En conséquence, sous réserve du respect de ces conditions, j'émet un avis favorable au titre de ces servitudes.

Le chef du département SNIA Ouest

Christophe PERROQUIN

PJ : Formulaire grue SNIA-O

VAL D'AMBOISE

MINISTÈRE DE LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE

14 JUIN 2021

DEMANDE D'AUTORISATION DE MONTAGE DE GRUE AUPRES DE L'AVIATION CIVILE

Service Urbanisme La demande devra être adressée 1 mois minimum avant la date de montage

par voie électronique:
snia-ouest-ads-bf@aviation-civile.gouv.fr
ou par voie postale:
SNIA - Département Ouest
Zone aéroportuaire
CS 14321 - 44343 BOUGUENNAIS CEDEX
tél : 02 28 09 27 10

DEMANDEUR

Nom / Société	
Adresse	
Correspondant	
N° de téléphone	
Courriel	

IMPORTANT: Si le montage d'une grue à tour nécessite une grue mobile d'une hauteur supérieure, une autorisation est également nécessaire

CHANTIER

Projet		
Adresse des travaux	Code postal	Commune
Cocher la case correspondant à votre projet		
Grue à tour	<input type="checkbox"/>	
Grue Mobile	<input type="checkbox"/>	
Renseigner les cases suivantes		
Date de montage (ou de début d'intervention dans le cas d'une grue mobile)		
Dans le cas d'une grue à tour, Indiquer la longueur de la flèche en mètres (m)		
Dans le cas d'une grue mobile, indiquer les horaires et jours d'intervention (ex: 7h-18h lun-ven) et si hors Week-end et jours fériés		
Dans le cas d'une grue mobile, préciser si elle est à tour, télescopique, avec fléchette ou fournir une fiche technique		
Date de démontage (ou de fin de chantier dans le cas d'une grue mobile)		
<p>Dans le cas d'établissement d'un NOTAM* (précisé dans l'avis) et si les dates de montage et démontage viennent à être modifiées, le demandeur devra impérativement en informer le SNIA-O.</p> <p>Toute soustraction à cette obligation entraîne de fait la responsabilité du demandeur en cas de collision avec un aéronef.</p>		

* Information aéronautique pour les pilotes

Liste complète des positions des grues exprimées en degrés / minutes / secondes dans le référentiel géodésique WGS 84

Exemple : N 43° 13' 06.25" / E 01° 33' 13.47"

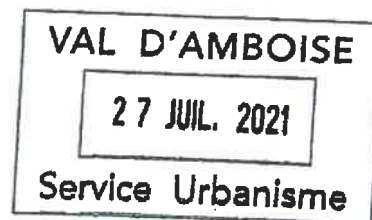
Pour vous aider à trouver les coordonnées, consultez www.geoportail.gouv.fr rubrique "outils-afficher les coordonnées" puis sélectionner "degrés sexagésimaux"

Grue	Noms éventuels (ex G1)	Latitude	Longitude (ne pas oublier E ou O)	Altitude terrain à cet emplacement (en mètres NGF)	Hauteur sommitale de la grue (en mètres)	Altitude sommitale de la grue (en mètres NGF)
		N/S ° ' "	E/O ° ' "			
1		N				
2		N				
3		N				
4		N				

Joindre impérativement un plan de situation et/ou d'installation

Le délai d'instruction commence à la réception du dossier complet

En cas de non respect, un report de la date de montage pourra être demandée



**AVIS ASSAINISSEMENT SUR DEMANDE
DE PERMIS DE CONSTRUIRE**

DESTINATAIRE : Service URBANISME

Commune	CHARGÉ
N° d'enregistrement	PC 03706021A0010
Adresse du terrain	Rue du Château d'Eau
N° cadastral	ZK n°107
Pétitionnaire	SARL Elysio Invest
Caractéristiques principales	Construction d'un crématorium
Date de réception de la demande	01/06/2021

Observations préalables

La parcelle concernée est raccordée sur le réseau des eaux usées.

Observations sur la faisabilité du raccordement

Un branchement est existant.

Modalités financières

Aucune.

A Nazelles-Négron, le 02/06/2021

Jacqueline MOUSSET
Vice-Présidente,
Pour le Président et par délégation

REPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTE • EGALITE • FRATERNITE



VAL D'AMBOISE

- 3 JUIN 2021

Service Urbanisme

**AVIS SUR PERMIS DE
CONSTRUIRE**

DESTINATAIRE : Val d'Amboise

Service Urbanisme

Commune	CHARGE
N° d'enregistrement	PC 037 060 21 A0010
	Zone d'activités La Boltardière
N° cadastral	Section ZK n° 107
Pétitionnaire	SARL ELYSIO INVEST et SA OGF – Frédéric BOISSINOT
Architecte	Patrice AUBE – AP atelier d'architecture 24 b, rue de bois de Cène 85300 Challans
Caractéristiques principales	Construction d'un crématorium
Surface de plancher à construire	528,45 m ²
Date de réception du dossier au service développement économique	1 ^{er} juin 2021
Activité de l'entreprise	Crématorium

AVIS DU SERVICE ECONOMIQUE

Avis : FAVORABLE

Driss AZOUGUACH

Service Développement économique



Avis du service commun voirie sur une demande d'Autorisation d'Occupation du Sol

ID: 2482

Numéro du dossier: PC 2021 A 0010

Nom du demandeur: SARL ELYSIO INVEST & OGF

Adresse des travaux: RUE DU CHÂTEAU D'EAU ZA LA BOITARDIERE CHARGE

Références cadastrales: Sections Numéros

ZK 107

Accès au terrain:

Favorable

Le terrain est desservi par:

- | | | | |
|--|--|--|---------------------------------------|
| <input type="checkbox"/> Route départementale | <input type="checkbox"/> Voie communale | <input type="checkbox"/> Voie privée | <input type="checkbox"/> Chemin rural |
| <input checked="" type="checkbox"/> Voie communautaire | <input type="checkbox"/> Domaine fluvial | <input type="checkbox"/> Non desservie | |

Alignement:

- ☐ Un alignement est nécessaire pour délimiter le domaine privatif du domaine public

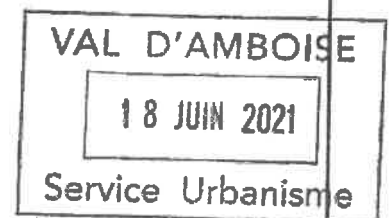
Surface concernée: 0,00 m²

Numéro de voirie ou adresse attribuée

- ☐ Le numéro de voirie ou l'adresse de la parcelle n'est pas attribué

Numéro: Rue:

Remarques:



Défense incendie:

Présence d'un poteau d'incendie à moins de 200m

Poteau d'incendie n°: 178 Débit: 82 m³/h

Eclairage public

Sans objet

- ☐ Le projet nécessite la modification du réseau d'éclairage public
- ☐ La ville souhaite installer une ou plusieurs lanternes sur la façade afin de rénover ou améliorer l'éclairage public

Remarques:

Gestion des eaux pluviales:

Avis favorable

Raccordements possibles

- ☒ Réseau ☐ Caniveau ☐ Epandage ☐ Fossé

Débit de rejet des eaux pluviales autorisé est de **2,00** l/s/ha

- ☐ L'épandage sur la parcelle est à privilégier. Si cette solution n'est techniquement pas possible, faire une demande de branchement au réseau pluvial.
- ☐ Réutiliser le réseau existant.
- ☐ Les eaux de vidanges de la piscine pouvant être évacuées au réseau communal après neutralisation des produits de traitement
- ☐ Pas de réseau à proximité

Remarques:

Débit de fuite selon l'arrêté préfectoral du 18 avril 2019.

Autres remarques et pièces jointes

- ☐ Tout encombrement du domaine public lié aux travaux des particuliers sont interdits dans le secteur sauvegardé du 15 juin au 15 septembre inclus.
- ☐ Faire une demande de permission de voirie et/ou d'arrêtés de circulation si des travaux ont lieu sur le domaine public.
- ☐ Les réparations des éventuelles dégradations sur le domaine public seront à la charge du pétitionnaire.
- ☐ L'altimétrie du seuil d'entrée devra être supérieure par rapport à la chaussée ou au trottoir pour éviter toute intrusion des eaux de pluie depuis la voirie.
- ☐ Le projet est concerné par le déplacement d'un mobilier urbain, d'un support de réseau, d'un aménagement de surface (toute modification de voirie nécessaire au projet est à la charge du pétitionnaire).
- ☒ Dans le cadre de raccordements aux différents réseaux (eau, assainissement, électricité, gaz, pluvial,...) il est demandé au pétitionnaire de faire les demandes de branchements aux différents concessionnaires en même temps, de façon à prévoir des tranchées communes.

Remarques:

Liste des pièces jointes:

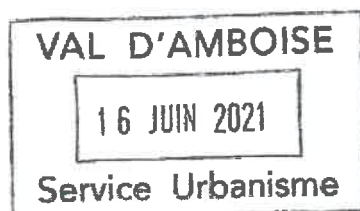
- ☐ Certificat de numérotage ☐ Arrêté d'alignement ☐ Permission de voirie ☐ Autorisation de rejet ☐ Demande d'ancrage

Responsable Voirie

Visa du D.S.T.

Date: mardi 8 juin 2021





notre environnement

SMICTOM

notre avenir

Avis pour la collecte des déchets ménagers du projet de construction d'un crématorium
SARL ELYSIO INVEST
ZA la Boitardière, Rue du Château d'eau à Chargé
PC 3706021A0010

Ce projet étant lié à une activité professionnelle, le pétitionnaire n'est pas obligé d'utiliser le service public de collecte des déchets ménagers et assimilés du SMICTOM d'Amboise auquel la communauté de communes du Val d'Amboise a délégué sa compétence collecte.

Il peut faire appel directement à un prestataire privé pour assurer la collecte et le traitement de ses déchets.

Selon la note ci-jointe transmise par le pétitionnaire, il est précisé que le service de collecte du SMICTOM d'Amboise sera utilisé pour les déchets produits par les familles lors de leurs passages sur le site car ces déchets seront assimilables à des déchets ménagers.

En aucun cas, le service ne pourra être utilisé pour les déchets issus de la crémation ou lors de la construction de l'établissement. L'établissement devra faire appel à des prestataires privés pour assurer l'élimination des différentes catégories de déchets produites conformément à la réglementation.

Pour information, il est indiqué que le Code Général des Impôts prévoit que les organes délibérants des groupements de communes ayant institué la Taxe d'Enlèvement des Ordures Ménagères, déterminent annuellement les cas où les locaux à usage industriel ou commercial peuvent être exonérés de la taxe.

En conséquence, l'établissement qui assure la totalité de l'élimination de ses déchets par ses propres moyens et ayant fourni une attestation de ses prestataires agréés, peut demander à Val d'Amboise cette exonération. Sa demande accompagnée des justificatifs devra être transmise au service du Val d'Amboise chaque année (n-1) avant le 1^{er} septembre pour faire l'objet d'une délibération en conseil communautaire avant la fin septembre. Cette exonération ne sera valable que pour une année (n) et devra faire l'objet d'une nouvelle demande l'année suivante.

Dans le cas où l'établissement ferait appel au service public de collecte, il pourra être assujéti à la Redevance Spéciale en sus de la Taxe d'Enlèvement des Ordures Ménagères. Pour connaître le montant de cette redevance, il devra se rapprocher des services du Val d'Amboise.

De plus, les préconisations suivantes devront être suivies :

I/ La gestion des déchets sur le territoire du SMICTOM d'Amboise

Les différentes catégories de déchets produites chaque jour sont collectées de la façon suivante :

Déchet	Contenant	Mode de collecte	Fréquence de collecte
Déchets non recyclables ou ordures ménagères	Bac (de 120 à 660 litres) à couvercle vert	Porte à porte	2 passages hebdomadaires

SYNDICAT MIXTE DE COLLECTE ET DE TRAITEMENT DES ORDURES MENAGERES D'AMBOISE

10 rue Jules Hiron - 37530 Nazelles Négron B.P. 126 - 37400 AMBOISE CEDEX

Tél : 02 47 23 47 66 - Fax : 02 47 57 26 89 - Courriel : contact@smictom-amboise.fr

Emballages et papiers recyclables ou sélectif	Bac (de 120 à 360 litres) à couvercle jaune	Porte à porte	2 passages hebdomadaires (en même temps que les ordures ménagères, benne bi-compartmentée)
Emballages en verre	Conteneur (3 m3)	Apport volontaire	Selon taux de remplissage
TLC (textiles, linge de maison et chaussures)	Conteneur (2 m3)	Apport volontaire	Selon taux de remplissage
Déchets encombrants, gros cartons, déchets verts, déchets d'équipements électriques et électroniques, déchets dangereux...	Selon le type de déchet	Apport en déchetterie	Selon taux de remplissage

II/ Les préconisations pour la collecte

1/ La voirie nécessaire à la collecte

La collecte pour les déchets non recyclables et les déchets recyclables (emballages et papiers) est habituellement mise en place aux conditions suivantes :

- La voirie doit avoir une structure pouvant supporter des véhicules de 26 tonnes ;
- Les voies doivent présenter une emprise circulaire de 4,50 m minimum, hors tout ;
- Pour les voies en impasse, des placettes de retournement doivent être aménagées.
- Les virages et placettes de retournement doivent avoir les caractéristiques géométriques nécessaires pour la giration des bennes (rayon minimum de 15). La bande roulante des virages et placettes doit être exempte de tout stationnement de véhicules.

Dans le cas présent, la voie qui dessert le projet devra permettre aux camions de collecte de 26 tonnes de réaliser une manœuvre de retournement à son extrémité. Les bacs pour la collecte des déchets devront donc être présentés en périphérie de cette voie et devront être accessibles depuis la voirie et ne présenter aucune gêne pour tous les types de circulations (dont piétons).

2/ Collecte à l'aide de bacs individuels

Les bacs mis à la disposition par le service collecte du SMICTOM d'Amboise seront à usage individuel de l'établissement. L'estimation de la dotation à mettre en place sera définie à partir des besoins définis par l'établissement.

Les bacs seront présentés à la collecte en un seul point en périphérie de la voie qui dessert le projet et à moins de 2 mètres de la voirie publique. Ils seront présentés la veille au soir des jours de collecte et devront être remisés au plus tôt après le ramassage.

En dehors des horaires de collecte, aucun bac de collecte ne doit demeurer sur la voie publique. Il est donc indispensable de prévoir à minima un local ou aire de stockage. Son emplacement doit être à l'intérieur de l'emprise du projet et accessible depuis un bateau de voirie.

La fiche technique avec les dimensions des bacs est jointe à cet avis pour prévoir les dimensions de ce local. Il est conseillé de prévoir un espace entre les bacs et de les installer en « U » pour faciliter leur manipulation et la dépose des déchets.

L'ouverture de l'aire de stockage doit être au minimum de 1.40 mètre afin que la sortie des bacs soit facile. La sortie du local ou aire de stockage doit se faire sous la forme d'une légère pente

descendante en direction d'un abaissement lorsqu'un trottoir existe afin de maintenir les bacs en état en évitant des chocs trop fréquents.

Une réorganisation du service de collecte avec une éventuelle réduction des fréquences de ramassage et l'extension des consignes de tri pour les emballages plastiques dans les années à venir pourrait impliquer d'ajouter d'autres bacs. Il n'est pas possible pour l'instant d'indiquer dans quelle mesure. Il est donc préférable de concevoir l'emplacement légèrement plus grand que nécessaire.

Cet aménagement sera pris en charge par le pétitionnaire.

3/ Entretien de l'aire de stockage et des bacs individuels

L'entretien de l'aire de stockage devra être pris en charge dans l'entretien courant de l'établissement.

Le nettoyage et la présentation des bacs à la collecte seront à la charge de l'établissement et en aucun cas de la responsabilité du service du SMICTOM d'Amboise ou des agents de collecte.




A Nazelles-Négron, le 15/06/2021
Le Président



Vincent LOUAULT



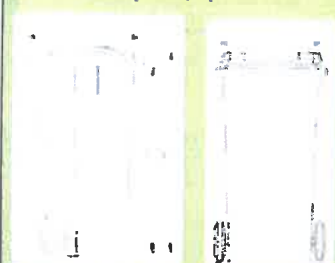
1.2 CARACTERISTIQUES TECHNIQUES DES BACS

BAC 120 L	
Visuel	 <p>Le design des cuves a été conçu pour renforcer leur épaisseur dans les zones fortement sollicitées et alléger les zones moins sollicitées pour mieux optimiser l'utilisation de la matière.</p>
Matière constitutive	Polyéthylène haute densité injecté contenant jusqu'à 100% de matière recyclée sur le coloris gris GT des cuves et sur le coloris vert flaconnage des bacs Omr. Les couvercles en coloris jaune JA et rouge RG sont en matière vierge. Pièces métalliques: acier galvanisé à chaud.
Densité	PEHD: 0,96 tonne / m3
Colerette	<p>Colerette renforcée en escalier CEN forme A, qui permet le basculement des bacs sur tous les modèles de lève conteneur actuellement en service et une meilleure résistance à long terme</p>   <p>Logement prévu sous la colerette permettant l'insertion d'une puce électronique</p>

Communauté de Communes du Val d'Amboise

Produit innovant, léger, robuste et résistant aux intempéries, le bac à ordures est conçu pour durer. Il est disponible en plusieurs modèles et dimensions.

Dimensions/poids/Epaisseurs



Hauteur cuve hors tout A	Hauteur hors tout B	Longueur hors tout C	Largeur hors tout D	Poids à vide Kg	Charge acceptable Kg
905	953	480	552	6	50
Epaisseur Cuve mm mini/maxi Epaisseur couvercle mm mini/maxi			Epaisseur couvercle mm mini/maxi		
2,5 / 2,7			2,97		

Pièces métalliques

Acier galvanisé à chaud, résistant au brouillard salin. Conformité à la norme NFA 91011- NFA 91102 - NFX41002

Roulement Insonorisé

Les roues à nez diamètre 200 mm, montage en fusée, de catégorie A, sont des roues à **bandage poudrettes**, pouvant supporter une charge de 125 Kg à 4 Km/h. Elles répondent aux Normes NF H 96.602 et NF H 96.507.

L'axe de roues (creux) en acier est traité anticorrosion suivant les prescriptions de notre service qualité.

Ressorts de compensation au niveau des roues



Classement au feu

M4

Traitement anti UV

Oul. Conformité à la norme ISO 4892.1


Couvercle insonorisé

Le couvercle est en polyéthylène haute densité injecté. Il s'articule sur la poignée de la cuve par 2 axes également en polyéthylène. Le couvercle est standard sans opercule ni verrouillage. Le couvercle est insonorisé par coussin d'air

Options autres




Etiquette adresse avec logo et code barre du bac du conteneur associé, attribué par le logiciel de suivi du parc – Etiquette consigne de tri logo

Communauté de Communes du Val d'Amboise

Pièces métalliques	Acier galvanisé à chaud, résistant au brouillard salin. Conformité à la norme NFA 91011- NFA 91102 - NFX41002
Roulement insonorisé	<p>Les roues à nez diamètre 200 mm, montage en fusée, de catégorie A, sont des roues à bandage poudrettes, pouvant supporter une charge de 125 Kg à 4 Km/h. Elles répondent aux Normes NF H 96.602 et NF H 96.507.</p> <p>L'axe de roues (creux) en acier est traité anticorrosion suivant les prescriptions de notre service qualité.</p> <p>Ressorts de compensation au niveau des roues</p> 
Classement au feu	M4
Traitement anti UV	Oui. Conformité à la norme ISO 4892.1
Couvercle insonorisé	Le couvercle est en polyéthylène haute densité injecté. Il s'articule sur la poignée de la cuve par 2 axes également en polyéthylène. Le couvercle est standard sans opercule ni verrouillage. Le couvercle est insonorisé par plots.
Options autres	Etiquette adresse avec logo et code barre du bac du conteneur associé, attribué par le logiciel de suivi du parc – Etiquette consigne de tri logo


Communauté de Communes du Val d'Amboise

Document de référence pour les communes membres de la Communauté de Communes du Val d'Amboise

BAC 240 L																									
Visuel	<div></div> <p>Le design des cuves a été conçu pour renforcer leur épaisseur dans les zones fortement sollicitées et alléger les zones moins sollicitées pour mieux optimiser l'utilisation de la matière.</p>																								
Normes	Conforme à la norme EN 840 1 à 6.																								
Matière constitutive	Polyéthylène haute densité injecté contenant jusqu'à 100% de matière recyclée sur le coloris gris GT des cuves et sur le coloris vert flaconnage des bacs Omr. Les couvercles en coloris jaune JA et rouge RG sont en matière vierge. Pièces métalliques: acier galvanisé à chaud.																								
Densité	PEHD: 0,96 tonne / m3																								
Collerette	<p>Collerette renforcée en escalier CEN forme A, qui permet le basculement des bacs sur tous les modèles de lève conteneur actuellement en service et une meilleure résistance à long terme</p> <div></div> <p>Logement prévu sous la collerette permettant l'insertion d'une puce électronique</p>																								
Dimensions/poids/Epaisseurs	<table><tr><td>Hauteur cuve hors tout A</td><td>Hauteur hors tout B</td><td>Longueur hors tout C</td><td>Largeur hors tout D</td><td>Poids à vide Kg</td><td>Charge acceptable Kg</td></tr><tr><td>1000</td><td>1075</td><td>725</td><td>580</td><td>13,5</td><td>100</td></tr><tr><td colspan="3">Epaisseur Cuve mm mini/maxi Epaisseur couvercle mm mini/maxi</td><td colspan="3">Epaisseur couvercle mm mini/maxi</td></tr><tr><td colspan="3">3,8 / 4,4</td><td colspan="3">3,6</td></tr></table>	Hauteur cuve hors tout A	Hauteur hors tout B	Longueur hors tout C	Largeur hors tout D	Poids à vide Kg	Charge acceptable Kg	1000	1075	725	580	13,5	100	Epaisseur Cuve mm mini/maxi Epaisseur couvercle mm mini/maxi			Epaisseur couvercle mm mini/maxi			3,8 / 4,4			3,6		
Hauteur cuve hors tout A	Hauteur hors tout B	Longueur hors tout C	Largeur hors tout D	Poids à vide Kg	Charge acceptable Kg																				
1000	1075	725	580	13,5	100																				
Epaisseur Cuve mm mini/maxi Epaisseur couvercle mm mini/maxi			Epaisseur couvercle mm mini/maxi																						
3,8 / 4,4			3,6																						





Communauté de Communes du Val d'Amboise

Le présent document est le fruit d'un travail d'élaboration de spécifications techniques pour la mise en œuvre d'un équipement de traitement des déchets. Il est destiné à être utilisé par les services techniques de la Communauté de Communes du Val d'Amboise.


Pièces métalliques	Acier galvanisé à chaud, résistant au brouillard salin. Conformité à la norme NFA 91011- NFA 91102 - NFX41002
Roulement insonorisé	<p>Les roues à nez diamètre 200 mm, montage en fusée, de catégorie A, sont des roues à bandage caoutchouc, pouvant supporter une charge de 125 Kg à 4 Km/h. Elles répondent aux Normes NF H 96.602 et NF H 96.507.</p> <p>L'axe de roues (creux) en acier est traité anticorrosion suivant les prescriptions de notre service qualité.</p> <p>Ressorts de compensation au niveau des roues</p> 
Classement au feu	M4
Traitement anti UV	Oui. Conformité à la norme ISO 4892.1
Couvercle insonorisé	Le couvercle est en polyéthylène haute densité injecté. Il s'articule sur la poignée de la cuve par 2 axes également en polyéthylène. Le couvercle est standard sans opercule ni verrouillage. Le couvercle est insonorisé par coussin d'air.
Options autres	Etiquette adresse avec logo et code barre du bac du conteneur associé, attribué par le logiciel de suivi du parc – Etiquette consigne de tri logo

Communauté de Communes du Val d'Amboise

11 rue de la République - 49100 Segré - France - Tél : 02 41 38 11 11 - Fax : 02 41 38 11 12
www.valdamboise.fr




BAC 360 L																									
Visuel	<div></div> <p>Le design des cuves a été conçu pour renforcer leur épaisseur dans les zones fortement sollicitées et alléger les zones moins sollicitées pour mieux optimiser l'utilisation de la matière.</p>																								
Normes	Conforme à la norme EN 840 1 à 6.																								
Matière constitutive	Polyéthylène haute densité injecté contenant jusqu'à 100% de matière recyclée sur le coloris gris GT des cuves et sur le coloris vert flaconnage des bacs Omr. Les couvercles en coloris jaune JA et rouge RG sont en matière vierge. Pièces métalliques: acier galvanisé à chaud.																								
Densité	PEHD: 0,96 tonne / m3																								
Collerette	<p>Collerette renforcée en escalier CEN forme A, qui permet le basculement des bacs sur tous les modèles de lève conteneur actuellement en service et une meilleure résistance à long terme</p> <div></div> <p>Logement prévu sous la collerette permettant l'insertion d'une puce électronique</p>																								
Dimensions/poids/Epaisseurs	<table><tr><th>Hauteur cuve hors tout A</th><th>Hauteur hors tout B</th><th>Longueur hors tout C</th><th>Largeur hors tout D</th><th>Poids à vide Kg</th><th>Charge acceptable Kg</th></tr><tr><td>1010</td><td>1090</td><td>850</td><td>620</td><td>17,6</td><td>145</td></tr><tr><td colspan="3">Epaisseur Cuve mm mini/maxi Epaisseur couvercle mm mini/maxi</td><td colspan="3">Epaisseur couvercle mm mini/maxi</td></tr><tr><td colspan="3">4,1 / 4,4</td><td colspan="3">3,6</td></tr></table> <div></div>	Hauteur cuve hors tout A	Hauteur hors tout B	Longueur hors tout C	Largeur hors tout D	Poids à vide Kg	Charge acceptable Kg	1010	1090	850	620	17,6	145	Epaisseur Cuve mm mini/maxi Epaisseur couvercle mm mini/maxi			Epaisseur couvercle mm mini/maxi			4,1 / 4,4			3,6		
Hauteur cuve hors tout A	Hauteur hors tout B	Longueur hors tout C	Largeur hors tout D	Poids à vide Kg	Charge acceptable Kg																				
1010	1090	850	620	17,6	145																				
Epaisseur Cuve mm mini/maxi Epaisseur couvercle mm mini/maxi			Epaisseur couvercle mm mini/maxi																						
4,1 / 4,4			3,6																						

Communauté de Communes du Val d'Amboise


Pièces métalliques	Acier galvanisé à chaud, résistant au brouillard salin. Conformité à la norme NFA 91011- NFA 91102 - NFX41002
Roulement Insonorisé	<p>Les roues à nez diamètre 200 mm, montage en fusée, de catégorie A, sont des roues à bandage caoutchouc, pouvant supporter une charge de 125 Kg à 4 Km/h. Elles répondent aux Normes NF H 96.602 et NF H 96.507.</p> <p>L'axe de roues (creux) en acier est traité anticorrosion suivant les prescriptions de notre service qualité.</p> <p>L'insonorisation par des ressorts de compensation au niveau des roues</p> 
Classement au feu	M4
Traitement anti UV	Oui. Conformité à la norme ISO 4892.1
Couvercle insonorisé	Le couvercle est en polyéthylène haute densité injecté. Il s'articule sur la poignée de la cuve par 2 axes également en polyéthylène. Le couvercle est standard sans opercule ni verrouillage. Le couvercle est insonorisé par coussin d'air.
Options autres	Etiquette adresse avec logo et code barre du bac du conteneur associé, attribué par le logiciel de suivi du parc – Etiquette consigne de tri logo

Communauté de Communes du Val d'Amboise

Le Val d'Amboise est une communauté de communes qui regroupe 15 communes : Amboise, Beaulieu, Brissac-Val de Loire, Châteauneuf-sur-Loire, Courcelles-sur-Loire, La Chapelle-d'Amboise, La Ferté-Bernard, La Ferté-Macé, La Ferté-Vallée, La Flèche, La Motte-Béchu, La Motte-Hérault, La Motte-Triaucourt, La Roche-sur-Loire, La Roche-sur-Yon.

	BACS 660 L																														
Visuel	<div></div> <p>Le design des cuves a été conçu pour renforcer leur épaisseur dans les zones fortement sollicitées et alléger les zones moins sollicitées pour mieux optimiser l'utilisation de la matière.</p>																														
Normes	Conforme à la norme EN 840 1 à 6.																														
Matière constitutive	Polyéthylène haute densité injecté contenant jusqu'à 100% de matière recyclée sur le coloris gris GT des cuves et sur le coloris vert flaconnage des bacs Omr. Les couvercles en coloris jaune JA et rouge RG sont en matière vierge. Pièces métalliques: acier galvanisé à chaud.																														
Densité	PEHD: 0,96 tonne / m3																														
Collerette	<p>collerette renforcée en escalier CEN forme A, qui permet le basculement des bacs sur tous les modèles de lève conteneur actuellement en service et une meilleure résistance à long terme.</p> <div></div> <p>Logement prévu sous la collerette permettant l'insertion d'une puce électronique</p>																														
Dimensions/poids/Epaisseurs	<table><tr><th>Hauteur hors tout cuve - A</th><th>Hauteur hors tout - B</th><th>Longueur hors tout - C</th><th>Largeur hors tout - D</th><th>Poids à vide Kg</th><th>Charge acceptable Kg</th></tr><tr><td>1065</td><td>1166</td><td>775</td><td>1265</td><td>37,3</td><td>250</td></tr><tr><td colspan="3">Epaisseur Cuve mm mini/maxi</td><td colspan="3">Epaisseur couvercle mm mini/maxi</td></tr><tr><td colspan="3">Epaisseur couvercle mm mini/maxi</td><td colspan="3">3,8</td></tr><tr><td colspan="3">5,4 / 6,5</td><td colspan="3"></td></tr></table>	Hauteur hors tout cuve - A	Hauteur hors tout - B	Longueur hors tout - C	Largeur hors tout - D	Poids à vide Kg	Charge acceptable Kg	1065	1166	775	1265	37,3	250	Epaisseur Cuve mm mini/maxi			Epaisseur couvercle mm mini/maxi			Epaisseur couvercle mm mini/maxi			3,8			5,4 / 6,5					
Hauteur hors tout cuve - A	Hauteur hors tout - B	Longueur hors tout - C	Largeur hors tout - D	Poids à vide Kg	Charge acceptable Kg																										
1065	1166	775	1265	37,3	250																										
Epaisseur Cuve mm mini/maxi			Epaisseur couvercle mm mini/maxi																												
Epaisseur couvercle mm mini/maxi			3,8																												
5,4 / 6,5																															

Communauté de Communes du Val d'Amboise

Pièces métalliques	Acier galvanisé à chaud, résistant au brouillard salin. Conformité à la norme NFA 91011- NFA 91102 - NFX41002
Roulement	<p>Chaque bac comporte 4 roulettes : 2 libres et 2 avec frein</p> <p>Les roues d'un diamètre de 160 mm, montage en chape, de catégorie B, sont des roues à bandage caoutchouc, pouvant supporter une charge de 200 Kg à 4 Km/h pour les roues de 160 mm. Elles répondent aux normes NF H 96.602 et NF H 96.507</p> <div data-bbox="686 705 949 846" data-label="Image">  </div> <p><i>libres</i> <i>avec frein</i></p>
Classement au feu	M4
Traitement anti UV	Oui. Conformité à la norme ISO 4892.1
Couvercle	<p>Le couvercle est en polyéthylène haute densité injecté. Il s'articule sur la poignée de la cuve par 2 axes également en polyéthylène.</p> <p>Le couvercle est standard sans opercule ni verrouillage. Le couvercle insonorisé par plots</p>
Options autres	Etiquette adresse avec logo et code barre du bac du conteneur associé, attribué par le logiciel de suivi du parc – Etiquette consigne de tri logo

Enedis - Cellule AU - CU

MAIRIE DE CHARGE
LE BOURG
37530 CHARGE

Téléphone : 0970 831 970
Télécopie : 0247766155
Courriel : cen-are@enedis.fr
Interlocuteur : LE-GATT Olivier

Objet : Réponse concernant l'instruction d'une autorisation d'urbanisme
OLIVET, le 10/06/2021

Madame, Monsieur,

Vous nous avez transmis la demande d'instruction de l'Autorisation d'Urbanisme PC03706021A0010 concernant la parcelle référencée ci-dessous :

Adresse : RUE DU CHATEAU D'EAU
ZA DE LA BOITARDIERE
37530 CHARGE
Référence cadastrale : Section ZK , Parcelle n° 107
Nom du demandeur : BOISSENOT FREDERIC
RICHARD WILLIAM

Pour la puissance de raccordement demandée de 96 kVA triphasé, aucune contribution financière¹ n'est due par la CCU à Enedis. Notre réponse reste valable pendant la durée de validité de l'autorisation d'urbanisme.

Nous vous demandons d'indiquer explicitement sur l'autorisation d'urbanisme la puissance de raccordement pour laquelle ce dossier a été instruit, à savoir 96 kVA triphasé. Si cette puissance de raccordement retenue n'est pas inscrite dans l'autorisation d'urbanisme, et que le bénéficiaire demande une puissance de raccordement supérieure à celle indiquée ci-dessus, une éventuelle contribution financière pour des travaux de raccordement pourrait être à la charge de la CCU (ou de l'EPCI).

Cette réponse ne précise pas la contribution due par le client à Enedis.

Nous vous prions d'agréer, Madame, Monsieur, l'expression de nos sincères salutations.

Olivier LE-GATT

Votre conseiller

¹ Cette contribution financière est définie à l'article L342-11 du code de l'énergie

PC03706021A0010

Construction d'un crématorium

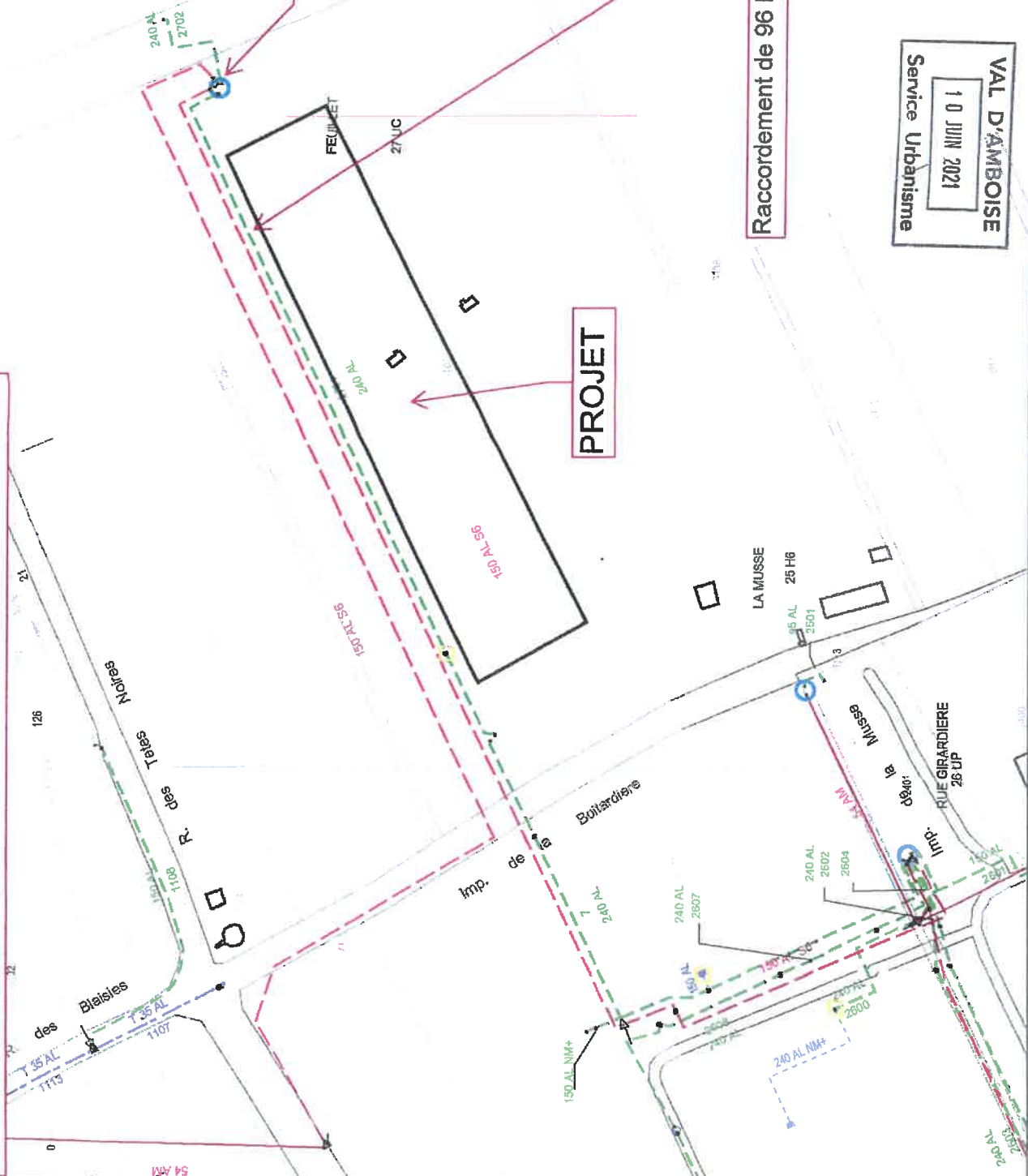
Puissance de raccordement de 96 KVA indiquée sur le CERFA

VAL D'AMBOISE
10 JUN 2021
Service Urbanisme

Poste DP 37060P0027 (FEUILLET)

Raccordement de 96 KVA (CERFA) sur le dipôle 02701

PROJET



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté – Egalité – Fraternité

MAIRIE DE CHARGÉ
Indre-et-Loire – 37530

Tél. 02.47.57.04.01

Fax. 02.47.57.41.52

AFFICHAGE DES DÉCISIONS D'URBANISME

Article A. 421-7 du Code de l'Urbanisme

L'affichage du permis de construire sur le terrain est assuré par les soins du bénéficiaire du permis de construire sur un panneau rectangulaire dont les dimensions sont supérieures à 80 centimètres.

Ce panneau indique le nom, la raison sociale ou la dénomination sociale dudit bénéficiaire, la date et le numéro du permis, la nature des travaux et, s'il y a lieu, la superficie du terrain, la superficie du plancher autorisée ainsi que la hauteur de la construction exprimée en mètres par rapport au sol naturel, et l'adresse de la mairie où le dossier peut être consulté.

Ces renseignements doivent demeurer lisibles de la voie publique pendant toute la durée du chantier.

BON à retourner obligatoirement en Mairie

Je soussigné, M....., certifie

avoir affiché la décision de Permis de Construire n°.....

sur mon terrain le :

Fait à
Signature

, le



Déclaration d'ouverture de chantier



N° 13407*02

Déclarer que vous avez commencé les travaux ou aménagements autorisés.

La présente déclaration a été reçue à la mairie

le Cachet de la mairie et signature du receveur

1 - Désignation du permis

☐ Permis de construire ⇒ N° _____☐ Permis d'aménager ➡ N° _____

2 - Identité du déclarant (Le déclarant est le titulaire de l'autorisation)

Vous êtes un particulier

Madame ☐ Monsieur ☐

Nom : _____ Prénom : _____

Vous êtes une personne morale

Dénomination : Raison sociale :

N° SIRET : Catégorie juridique :

Représentant de la personne morale : Madame ☐ Monsieur ☐

Nom : _____ Prénom : _____

3 - Coordonnées du déclarant (Ne remplir qu'en cas de changement des coordonnées du titulaire de l'autorisation. Vous pouvez également remplir la fiche complémentaire en cas de changement des coordonnées du (ou des) co-titulaire(s) de l'autorisation).

Adresse : Numéro : Voie :

Lieu-dit : _____ Localité : _____

Code postal : BP : Cedex :

Si le demandeur habite à l'étranger : Pays : _____ Division territoriale : _____

☐ J'accepte de recevoir par courrier électronique les documents transmis en cours d'instruction par l'administration à l'adresse suivante : _____ @ _____

J'ai pris bonne note que, dans un tel cas, la date de notification sera celle de la consultation du courrier électronique ou, à défaut, celle de l'envoi de ce courrier électronique augmentée de huit jours.

4 - Ouverture de chantier

Je déclare le chantier ouvert depuis le : □□ □□ □□□□

☐ Pour la totalité des travaux☐ Pour une tranche des travaux

Veillez préciser quels sont les aménagements ou constructions commencés :

Surface créée (en m²) :

Nombre de logements commencés : _____ dont individuels : _____ dont collectifs : _____

Répartition du nombre de logements commencés par type de financement.

☐ Logement Locatif Social : ☐ ☐ ☐

☐ Accession Aidée (hors prêt à taux zéro) :

☐ Prêt à taux zéro : ☐ Autres financements :

Je certifie exactes les informations ci-dessus

À _____

Le : _____

Signature du (ou des) déclarant(s)

Votre déclaration établie en trois exemplaires devra être déposée à la mairie du lieu du projet.

Informations : Outre qu'il comporte des risques liés à un accident ou une malfaçon toujours possible, le recours à un travailleur non déclaré est passible des sanctions prévues par les articles L. 362-3 et R. 362-3 du Code du travail. Au moment de l'ouverture du chantier, le bénéficiaire doit être en possession de la preuve qu'il a souscrit une assurance dommage-ouvrages : à défaut, il encourt des sanctions pénales, sauf s'il construit pour lui-même ou sa proche famille.

Dans le délai de 90 jours à compter du moment où les locaux sont utilisables, même s'il reste encore des travaux à réaliser, le propriétaire doit adresser une déclaration par local (maison individuelle, appartement, local commercial, etc) au centre des impôts ou au centre des impôts fonciers (consulter ces services). Ces obligations déclaratives s'appliquent notamment lorsque le permis ou la déclaration préalable ont pour objet la création de surfaces nouvelles ou le changement de destination de surfaces existantes. Le défaut de déclaration entraîne la perte des exonérations temporaires de taxe foncière de 2, 10, 15 ou 20 ans (dispositions de l'article 1406 du Code général des impôts).

Si vous êtes un particulier : la loi n° 78 -17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés s'applique aux réponses contenues dans ce formulaire pour les personnes physiques. Elle garantit un droit d'accès aux données nominatives les concernant et la possibilité de rectification. Ces droits peuvent être exercés à la mairie. Les données recueillies seront transmises aux services compétents pour l'instruction de votre demande. Si vous souhaitez vous opposer à ce que les informations nominatives comprises dans ce formulaire soient utilisées à des fins commerciales, cochez la case ci-contre : ☐



Déclaration d'ouverture de chantier



N° 13407*02

Déclarer que vous avez commencé les travaux ou aménagements autorisés.

La présente déclaration a été reçue à la mairie

le _____ Cachet de la mairie et signature du receveur

1 - Désignation du permis

☐ Permis de construire ➔ N° _____☐ Permis d'aménager ➡ N° _____

2 - Identité du déclarant (Le déclarant est le titulaire de l'autorisation)

Vous êtes un particulier Madame ☐ Monsieur ☐

Nom : _____ Prénom : _____

Vous êtes une personne morale

Dénomination : Raison sociale :

N° SIRET : Catégorie juridique :

Représentant de la personne morale : Madame ☐ Monsieur ☐

Nom : _____ Prénom : _____

3 - Coordonnées du déclarant (Ne remplir qu'en cas de changement des coordonnées du titulaire de l'autorisation. Vous pouvez également remplir la fiche complémentaire en cas de changement des coordonnées du (ou des) co-titulaire(s) de l'autorisation).

Adresse : Numéro : Voie :

Lieu-dit : _____ Localité : _____

Code postal : BP : Cedex :

Si le demandeur habite à l'étranger : Pays : _____ Division territoriale : _____

☐ J'accepte de recevoir par courrier électronique les documents transmis en cours d'instruction par l'administration à l'adresse suivante : _____ @ _____

J'ai pris bonne note que, dans un tel cas, la date de notification sera celle de la consultation du courrier électronique ou, à défaut, celle de l'envoi de ce courrier électronique augmentée de huit jours.

4 - Ouverture de chantier

Je déclare le chantier ouvert depuis le :

☐ Pour la totalité des travaux

☐ Pour une tranche des travaux

Veillez préciser quels sont les aménagements ou constructions commencés :

Surface créée (en m²) :

Nombre de logements commencés : dont individuels : dont collectifs :

Répartition du nombre de logements commencés par type de financement

☐ Logement Locatif Social :

☐ Accession Aidée (hors prêt à taux zéro) :

Prêt à taux zéro : 100 000 €

Autres financements : 0 0 0 0

Je certifie exactes les informations ci-dessus

À _____

Le : _____

Signature du (ou des) déclarant(s)

Votre déclaration établie en trois exemplaires devra être déposée à la mairie du lieu du projet.

Informations : Outre qu'il comporte des risques liés à un accident ou une malfaçon toujours possible, le recours à un travailleur non déclaré est passible des sanctions prévues par les articles L. 362-3 et R. 362-3 du Code du travail. Au moment de l'ouverture du chantier, le bénéficiaire doit être en possession de la preuve qu'il a souscrit une assurance dommage-ouvrages : à défaut, il encourt des sanctions pénales, sauf s'il construit pour lui-même ou sa proche famille.

Dans le délai de 90 jours à compter du moment où les locaux sont utilisables, même s'il reste encore des travaux à réaliser, le propriétaire doit adresser une déclaration par local (maison individuelle, appartement, local commercial, etc) au centre des impôts ou au centre des impôts fonciers (consulter ces services). Ces obligations déclaratives s'appliquent notamment lorsque le permis ou la déclaration préalable ont pour objet la création de surfaces nouvelles ou le changement de destination de surfaces existantes. Le défaut de déclaration entraîne la perte des exonérations temporaires de taxe foncière de 2, 10, 15 ou 20 ans (dispositions de l'article 1406 du Code général des impôts).

Si vous êtes un particulier : la loi n° 78 -17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés s'applique aux réponses contenues dans ce formulaire pour les personnes physiques. Elle garantit un droit d'accès aux données nominatives les concernant et la possibilité de rectification. Ces droits peuvent être exercés à la mairie. Les données recueillies seront transmises aux services compétents pour l'instruction de votre demande. Si vous souhaitez vous opposer à ce que les informations nominatives comprises dans ce formulaire soient utilisées à des fins commerciales, cochez la case ci-contre : ☐



Déclaration attestant l'achèvement et la conformité des travaux



N° 13408*04

Vous devez utiliser ce formulaire si :

- Vous déclarez l'achèvement partiel ou total des travaux de construction ou d'aménagement.
- Vous déclarez que les travaux de construction ou d'aménagement sont conformes à l'autorisation et respectent les règles générales de construction.
- Vous déclarez que le changement de destination ou la division de terrain a été effectué et est conforme au permis ou à la déclaration préalable.

Cadre réservé à la mairie du lieu du projet

La présente déclaration a été reçue à la mairie

le _____ Cachet de la mairie et signature du receveur

1 - Désignation du permis ou de la déclaration préalable

☐ Permis de construire ⇒ N° _____

☐ Permis d'aménager ⇒ N° _____
S'agit-il d'un aménagement pour lequel l'aménageur a été autorisé à différer les travaux de finition des voiries? ☐ Oui ☐ Non

Si oui, date de finition des voiries fixée au : _____

☐ Déclaration préalable ⇒ N° _____

2 - Identité du déclarant (Le déclarant est le titulaire de l'autorisation)

Vous êtes un particulier

Madame ☐ Monsieur ☐

Nom :

Prénom :

Vous êtes une personne morale

Dénomination :

Raison sociale :

N° SIRET : _____ Type de société (SA, SCI,...) :

Représentant de la personne morale : Madame ☐ Monsieur ☐

Nom :

Prénom :

3 - Coordonnées du déclarant (Ne remplir qu'en cas de changement des coordonnées du titulaire de l'autorisation ou du déclarant. Vous pouvez également remplir la fiche complémentaire en cas de changement des coordonnées du déclarant ou du titulaire du permis.)

Adresse : Numéro : _____ Voie : _____

Lieu-dit : _____ Localité : _____

Code postal : _____ BP : _____ Cedex : _____

Téléphone : _____ indiquez l'indicatif pour le pays étranger : _____

Si le demandeur habite à l'étranger : Pays : _____ Division territoriale : _____

☐ J'accepte de recevoir par courrier électronique les documents transmis en cours d'instruction par l'administration à l'adresse suivante : _____@_____

J'ai pris bonne note que, dans un tel cas, la date de notification sera celle de la consultation du courrier électronique ou, au plus tard, celle de l'envoi de ce courrier électronique augmentée de huit jours.

4 - Achèvement des travaux

Chantier achevé le : _____

Changement de destination effectué le : _____

☐ Pour la totalité des travaux

☐ Pour une tranche des travaux

Veuillez préciser quels sont les aménagements ou constructions achevés :

Surface créée (en m²) : _____

Nombre de logements terminés : _____

dont individuels : _____

dont collectifs : _____

Répartition du nombre de logements terminés par type de financement

☐ Logement Locatif Social : _____☐ Accession Sociale (hors prêt à taux zéro) : _____☐ Prêt à taux zéro : _____☐ Autres financements : _____J'atteste que les travaux sont achevés et qu'ils sont conformes à l'autorisation (permis ou non-opposition à la déclaration préalable)¹

À _____

Le : _____

Signature du (ou des) déclarant(s)

À _____

Le : _____

Signature de l'architecte (ou de l'agréé
en architecture) s'il a dirigé les travaux

Pièces à joindre (cocher les pièces jointes à votre déclaration attestant l'achèvement et la conformité des travaux) :

☐ AT.1 - L'attestation constatant que les travaux réalisés respectent les règles d'accessibilité applicables mentionnées à l'art. R. 111-19-27 du code de la construction et de l'habitation [Art. R. 462-3 du code de l'urbanisme] ;☐ AT.2 - Dans les cas prévus par les 4° et 5° de l'article R. 111-38 du code de la construction et de l'habitation, la déclaration d'achèvement est accompagnée d'un document établi par un contrôleur technique mentionné à l'article L. 111-23 de ce code, attestant que le maître d'ouvrage a tenu compte de ses avis sur le respect des règles de construction parasismiques et para-cycloniques prévues par l'article L. 563-1 du code de l'environnement [Art. R. 462-4 du code de l'urbanisme] ;☐ AT.3 - L'attestation de prise en compte de la réglementation thermique prévue par l'article R.111-20-3 du code de la construction et de l'habitation [Art. R.462-4-1 du code de l'urbanisme] ;☐ AT.4 - L'attestation de prise en compte de la réglementation acoustique prévue par l'article R.111-4-2 du code de la construction et de l'habitation [Art. R.462-4-3 du code de l'urbanisme].

La déclaration attestant l'achèvement et la conformité des travaux est adressée :

- soit par pli recommandé avec demande d'avis de réception postal au maire de la commune ;
- soit déposée contre décharge à la mairie.

À compter de la réception en mairie de la déclaration, l'administration dispose d'un délai de **trois mois** pour contester la conformité des travaux au permis ou à la déclaration préalable. Ce délai est porté à cinq mois si votre projet entre dans l'un des cas prévu à l'article R. 462-7 du code de l'urbanisme².

Dans le délai de 90 jours à compter du moment où les locaux sont utilisables, même s'il reste encore des travaux à réaliser, le propriétaire doit adresser une déclaration par local (maison individuelle, appartement, local commercial, etc.) au centre des impôts ou au centre des impôts fonciers (consulter ces services). Ces obligations déclaratives s'appliquent notamment lorsque le permis ou la déclaration préalable ont pour objet la création de surfaces nouvelles ou le changement de destination et le cas échéant de sous-destination de surfaces existantes. Le défaut de déclaration entraîne la perte des exonérations temporaires de taxe foncière de 2, 10, 15 ou 20 ans (dispositions de l'article 1406 du code général des impôts).

Si vous êtes un particulier : la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés s'applique aux réponses contenues dans ce formulaire pour les personnes physiques. Elle garantit un droit d'accès aux données nominatives les concernant et la possibilité de rectification. Ces droits peuvent être exercés à la mairie. Les données recueillies seront transmises aux services compétents pour l'instruction de votre demande. Si vous souhaitez vous opposer à ce que les informations nominatives comprises dans ce formulaire soient utilisées à des fins commerciales, cochez la case ci-contre : ☐

¹ La déclaration doit être signée par le bénéficiaire de l'autorisation ou par l'architecte ou l'agréé en architecture, dans le cas où ils ont dirigé les travaux.

² Travaux concernant un immeuble inscrit au titre des monuments historiques ; travaux situés dans le périmètre d'un site patrimonial remarquable, des abords des monuments historiques, dans un site classé ou en instance de classement au titre du code de l'environnement, travaux concernant un immeuble de grande hauteur ou recevant du public ; travaux situés dans le cœur d'un parc national ou dans un espace ayant vocation à être classés dans le cœur d'un futur parc national ; travaux situés dans un secteur couvert par un plan de prévention des risques.



Déclaration attestant l'achèvement et la conformité des travaux



N° 13408*04

Vous devez utiliser ce formulaire si :

- Vous déclarez l'achèvement partiel ou total des travaux de construction ou d'aménagement.
- Vous déclarez que les travaux de construction ou d'aménagement sont conformes à l'autorisation et respectent les règles générales de construction.
- Vous déclarez que le changement de destination ou la division de terrain a été effectué et est conforme au permis ou à la déclaration préalable.

Cadre réservé à la mairie du lieu du projet

La présente déclaration a été reçue à la mairie

le _____ Cachet de la mairie et signature du receveur

1 - Désignation du permis ou de la déclaration préalable

☐ Permis de construire ⇒ N° _____

☐ Permis d'aménager ⇒ N° _____
S'agit-il d'un aménagement pour lequel l'aménageur a été autorisé à différer les travaux de finition des voiries? ☐ Oui ☐ Non

Si oui, date de finition des voiries fixée au : _____

☐ Déclaration préalable ⇒ N° _____

2 - Identité du déclarant (Le déclarant est le titulaire de l'autorisation)

Vous êtes un particulier Madame ☐ Monsieur ☐

Nom : _____ Prénom : _____

Vous êtes une personne morale

Dénomination : _____ Raison sociale : _____

N° SIRET : _____ Type de société (SA, SCI,...) : _____

Représentant de la personne morale : Madame ☐ Monsieur ☐

Nom : _____ Prénom : _____

3 - Coordonnées du déclarant (Ne remplir qu'en cas de changement des coordonnées du titulaire de l'autorisation ou du déclarant. Vous pouvez également remplir la fiche complémentaire en cas de changement des coordonnées du déclarant ou du titulaire du permis.)

Adresse : Numéro : _____ Voie : _____

Lieu-dit : _____ Localité : _____

Code postal : _____ BP : _____ Cedex : _____

Téléphone : _____ indiquez l'indicatif pour le pays étranger : _____

Si le demandeur habite à l'étranger : Pays : _____ Division territoriale : _____

☐ J'accepte de recevoir par courrier électronique les documents transmis en cours d'instruction par l'administration à l'adresse suivante : _____@_____

J'ai pris bonne note que, dans un tel cas, la date de notification sera celle de la consultation du courrier électronique ou, au plus tard, celle de l'envoi de ce courrier électronique augmentée de huit jours.

4 - Achèvement des travaux

Chantier achevé le : _____

Changement de destination effectué le : _____

☐ Pour la totalité des travaux

☐ Pour une tranche des travaux

Veuillez préciser quels sont les aménagements ou constructions achevés : _____

Surface créée (en m²) : _____

Nombre de logements terminés : _____

dont individuels : _____

dont collectifs : _____

Répartition du nombre de logements terminés par type de financement

☐ Logement Locatif Social : _____☐ Accession Sociale (hors prêt à taux zéro) : _____☐ Prêt à taux zéro : _____☐ Autres financements : _____J'atteste que les travaux sont achevés et qu'ils sont conformes à l'autorisation (permis ou non-opposition à la déclaration préalable)¹

À _____

Le : _____

Signature du (ou des) déclarant(s)

À _____

Le : _____

Signature de l'architecte (ou de l'agréé
en architecture) s'il a dirigé les travaux

Pièces à joindre (cocher les pièces jointes à votre déclaration attestant l'achèvement et la conformité des travaux) :

☐ AT.1 - L'attestation constatant que les travaux réalisés respectent les règles d'accessibilité applicables mentionnées à l'art. R. 111-19-27 du code de la construction et de l'habitation [Art. R. 462-3 du code de l'urbanisme] ;☐ AT.2 - Dans les cas prévus par les 4° et 5° de l'article R. 111-38 du code de la construction et de l'habitation, la déclaration d'achèvement est accompagnée d'un document établi par un contrôleur technique mentionné à l'article L. 111-23 de ce code, attestant que le maître d'ouvrage a tenu compte de ses avis sur le respect des règles de construction parasismiques et parasismiques prévues par l'article L. 563-1 du code de l'environnement [Art. R. 462-4 du code de l'urbanisme] ;☐ AT.3 - L'attestation de prise en compte de la réglementation thermique prévue par l'article R.111-20-3 du code de la construction et de l'habitation [Art. R.462-4-1 du code de l'urbanisme] ;☐ AT.4 - L'attestation de prise en compte de la réglementation acoustique prévue par l'article R.111-4-2 du code de la construction et de l'habitation [Art. R.462-4-3 du code de l'urbanisme].

La déclaration attestant l'achèvement et la conformité des travaux est adressée :

- soit par pli recommandé avec demande d'avis de réception postal au maire de la commune ;
- soit déposée contre décharge à la mairie.

À compter de la réception en mairie de la déclaration, l'administration dispose d'un délai de **trois mois** pour contester la conformité des travaux au permis ou à la déclaration préalable. Ce délai est porté à cinq mois si votre projet entre dans l'un des cas prévu à l'article R. 462-7 du code de l'urbanisme².

Dans le délai de 90 jours à compter du moment où les locaux sont utilisables, même s'il reste encore des travaux à réaliser, le propriétaire doit adresser une déclaration par local (maison individuelle, appartement, local commercial, etc.) au centre des impôts ou au centre des impôts fonciers (consulter ces services). Ces obligations déclaratives s'appliquent notamment lorsque le permis ou la déclaration préalable ont pour objet la création de surfaces nouvelles ou le changement de destination et le cas échéant de sous-destination de surfaces existantes. Le défaut de déclaration entraîne la perte des exonérations temporaires de taxe foncière de 2, 10, 15 ou 20 ans (dispositions de l'article 1406 du code général des impôts).

Si vous êtes un particulier : la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés s'applique aux réponses contenues dans ce formulaire pour les personnes physiques. Elle garantit un droit d'accès aux données nominatives les concernant et la possibilité de rectification. Ces droits peuvent être exercés à la mairie. Les données recueillies seront transmises aux services compétents pour l'instruction de votre demande.

Si vous souhaitez vous opposer à ce que les informations nominatives comprises dans ce formulaire soient utilisées à des fins commerciales, cochez la case ci-contre : ☐

¹ La déclaration doit être signée par le bénéficiaire de l'autorisation ou par l'architecte ou l'agréé en architecture, dans le cas où ils ont dirigé les travaux.

² Travaux concernant un immeuble inscrit au titre des monuments historiques ; travaux situés dans le périmètre d'un site patrimonial remarquable, des abords des monuments historiques, dans un site classé ou en instance de classement au titre du code de l'environnement, travaux concernant un immeuble de grande hauteur ou recevant du public ; travaux situés dans le cœur d'un parc national ou dans un espace ayant vocation à être classés dans le cœur d'un futur parc national ; travaux situés dans un secteur couvert par un plan de prévention des risques.